

traordinaire, préféraient le juger sur des rapports inexacts ou calomnieux. En parcourant les journaux français de 1836 à 1841, par exemple, on peut faire des découvertes qui ne sont pas sans intérêt. On trouve, en 1837, par exemple, que le *Journal des Débats*, invente s'aidant probablement du *Times*, un discours où O'Connell traite le clergé espagnol d'une manière inconvenante. C'en était assez pour qu'il fût regardé comme un démagogue professant la religion du *National*. Plus tard, en 1840, par exemple, la *Quotidienne*, la *France*, l'*Ami de la Religion* faisaient du nom d'O'Connell un synonyme de chartiste et le représentaient à peu près comme un sans-culotte. Ces feuilles, qui croyaient peut-être servir ainsi la cause de la légitimité, ne laissaient pas échapper une occasion d'insulter au grand homme qui avait affranchi les autels de sa patrie, qui avait fait proclamer l'émancipation du clergé, et qui ouvrait aux peuples constitutionnels l'ère des luttes pacifiques. Il y a sept années et moins encore que l'opinion publique était égarée à ce point sur l'Irlandais célèbre qui avait déjà acquis des titres immortels à la reconnaissance de l'Eglise et des gouvernements.

O'Connell apprit en 1837 par un de ses amis qui était sur le continent que les journaux lui avaient fait tenir un discours inconvenant sur le clergé espagnol. Il se hâta aussitôt de démentir, dans un meeting, les paroles qu'on lui avait prêtées, et il en exprimait confidentiellement sa douleur en répondant à son ami :

« Non, disait-il, je n'ai jamais manqué de respect au clergé espagnol ; je ne me suis pas rendu coupable de ce crime.... Comment a-t-on pu croire que j'aie parlé de la sorte des ministres du Seigneur ? Ce langage ressemble à celui des prétendus libéraux de France, qui sont bien plutôt ennemis de la religion qu'amis de la liberté.... »

« Je crois qu'il y a peu d'hommes moins disposés que moi à attaquer, par l'injure ou par la calomnie, les prêtres du Seigneur. Je vous ai souvent dit mes secrets sur les sentiments de vénération que m'inspire un prêtre. Vous rirez peut-être de moi quand je vous dirai que je pousse ce respect jusqu'à la superstition, mais le fait est que je ne puis m'en défendre. Je n'ai jamais connu une seule personne traitant les ministres de l'autel d'une manière inconvenante qui ait prospéré dans le monde. Il y a, même sur cette terre, une malédiction jetée sur ces gens-là. »

Tel était O'Connell épanchant les sentiments de son cœur dans celui d'un ami. Nous le voyons ici dans l'intimité d'une correspondance confidentielle. On ne l'accusera pas de parler ou d'écrire pour produire de l'effet. Mais nous n'avions pas besoin de ce témoignage de sa piété et de son respect pour tout ce qui touche à la religion.

Les calomnies, les injustices de la presse produisaient leur pernicieux effet même à Rome, où O'Connell n'était ni mieux connu ni mieux apprécié qu'ailleurs. Celui qui avait rendu de si éminents services à la cause de la liberté de l'Eglise sollicitait du Souverain-Pontife en 1837, une légère faveur. Il désirait, quand il voyagerait accompagné d'un ecclésiastique approuvé dans son diocèse, pouvoir se confesser à lui partout où il se trouverait, sans que l'ecclésiastique eût besoin de recourir à l'autorité diocésaine. Le Souverain-Pontife refusa. L'ami qui était chargé de solliciter pour lui ce privilège n'osa pas lui faire part de ce refus. Il se borna à lui écrire que les journaux lui faisaient tenir de temps en temps un langage si étrange, qu'on ne savait trop à Rome ce que l'on devait penser de lui. O'Connell lui répondit les yeux baignés de larmes. Sa lettre se terminait ainsi :

« Je révère en toutes choses l'autorité du Saint-Siège. J'espère bien qu'il n'y a pas dans l'Eglise une seule personne qui plus sincèrement que moi (si je connais), fasse de tout cœur au Saint-Siège la soumission — dans la plus large acception du mot — que l'Eglise catholique demande de ses fils. Je n'ai jamais dit et je ne dirai jamais un seul mot, que je ne le lui soumette avec la plus profonde obéissance. Je suis attaché au centre de l'unité avec le plus ardent désir de ne jamais m'en séparer, ni en pensée, ni en parole, ni en actions, et s'il m'arrive jamais de me tromper dans les opinions que j'émetts, j'espère qu'on voudra bien les interpréter par mes sentiments, car ma soumission à l'autorité de l'Eglise est complète, entière, universelle. »

lignes, destinées à rester confidentielles, parurent à l'ami à qui elles étaient adressées dignes d'être mises sous les yeux du Pape, qui, après les avoir lues, se souvint de ce qui lui avait été demandé, et accorda à son fils et fidèle serviteur Daniel O'Connell le privilège qu'il avait sollicité quelque temps auparavant. Si les services de l'illustre champion des libertés de l'Eglise ont été longtemps méconnus, il a eu, avant de mourir, la douce satisfaction de voir qu'on lui rendait justice. Les témoignages d'admiration et de sympathie dont il a été l'objet en France et en Italie, les honneurs rendus à sa mémoire dans la ville sainte, peuvent être regardés comme une éclatante et tardive réparation.

A l'ouverture de la session de 1841, l'Irlande devint de nouveau le champ-clos de la lutte contre le Ministère. Lord Stanley avait annoncé l'intention de représenter son bill sur l'enregistrement des électeurs. Lord Morpeth prit, au nom du Gouvernement, l'initiative d'un contre-projet de loi qui n'était pas irréprochable, mais que l'Irlande et ses représentants durent préférer à l'œuvre des tories. Le débat parlementaire ne fut, en 1841, ni moins animé, ni moins vif, ni moins dramatique qu'en 1840. O'Connell défendit avec un ardeur inépuisable la brèche par laquelle les tories voulaient monter au pouvoir. Malgré les efforts des représentants de l'Irlande, le *Scorpion* laissa, par ses nombreux amendements, les traces de ses piqûres sur l'œuvre

ministérielle, qu'il fallut abandonner, après avoir gagné du temps, et rendu impossible la présentation du premier bill.

Le cabinet Melbourne ne gouvernait plus ; il lui fallait retremper sa popularité, se refaire une majorité parlementaire ou abandonner le pouvoir. Lord John Russell chercha le salut du Ministère dans de vastes plans de réforme ; mais les élections générales (juin 1841), en donnant aux conservateurs plus de cent voix de majorité, eurent pour résultat de faire repousser la liberté commerciale. La nouvelle Chambre, fidèle à son mandat, renversa lord Melbourne après un vote de non-confiance, et sir Robert Peel fut élevé au pouvoir par le parti hostile aux réformes commerciales dont la réalisation devait faire son plus beau titre de gloire. En Irlande, les orangistes portèrent dans la lutte électorale tant d'acharnement et d'intrigues, qu'à Dublin, par exemple, O'Connell échoua devant les machinations de la vieille corporation municipale qui allait voir son dernier jour. Le triomphe des tories ranima l'ardeur de l'Irlande pour la rupture de l'union. O'Connell, en quittant le Parlement pour aller fomenter l'agitation, remercia publiquement les whigs de leur modération.

A continuer.

MÉLANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, 3 SEPTEMBRE 1847.

ARRIVÉE DU GUADALQUIVIR.

NOUVELLES DE 10 JOURS PLUS RÉCENTES.

Le Vapeur *Guadalquivir*, parti de Liverpool, est arrivé à New-York dimanche matin. N'ayant pas encore reçu de journaux anglais ou français et n'espérant pas en avoir à temps pour le présent numéro, nous empruntons au *Montreal Herald* et au *New-York Herald* les nouvelles suivantes :

La farine avait encore subi une baisse, en sorte qu'il s'était déclaré de nombreuses faillites en Angleterre, au montant de £1,300,000.

Le Portugal et l'Espagne étaient, comme à l'ordinaire, dans un grand état de confusion.

Le Vapeur français l'*Union* était arrivé à Cherbourg, après une traversée de 13½ jours.

En Angleterre, les élections étaient terminées, et ce qui occupait la presse était l'aspect nouveau que va offrir la Chambre des Communes. Les partisans du commerce libre sont triomphants, ils ont une grande majorité. Les partisans de la protection ne forment pas plus du quart de la Chambre ; les trois quarts qui restent se composent de libéraux (qui comprennent les Ministérialistes) et de Peelistes. Lord John Russell a gagné dans ces élections environ 40 voix. M. Cobden a été élu sans opposition au quatrième *Riding* d'York, où M. Denison, l'ancien membre, n'a pas osé se présenter. M. Shiel est élu, mais le fameux membre irlandais Wyse a perdu son élection.

Il paraît que l'empereur de Russie, le roi de Hollande et la reine d'Espagne veulent abdiquer. Le premier, dit-on, est attaqué mentalement, le second est trop faible, et la Reine est *dégoûtée* de sa position.

Cependant c'est l'Italie qui attire les regards et l'attention de toute l'Europe. Il paraît que le gouvernement autrichien vient d'envoyer une note au Souverain-Pontife, dans laquelle il déclare que, dans le cas de troubles qui éclateraient dans les Etats du Pape et qui ne seraient pas immédiatement réprimés, l'Autriche considérerait le Pape incapable de maintenir l'ordre dans ses Etats, et croirait de son devoir d'intervenir. Le cardinal Ferretti a, dit-on, immédiatement ordonné aux régiments suisses et à toutes les troupes disponibles de gagner de suite la frontière du nord.

Le secrétaire-d'Etat le cardinal Ferretti a protesté contre l'occupation de Ferrare par les troupes autrichiennes, et cela devant tout le corps diplomatique, à l'exception des ministres de Naples et d'Autriche qui n'avaient pas été invités.

En France, on s'attendait à d'autres révélations en fait de corruptions.